

Modernisation capitaliste et destruction de la paysannerie: quelle alternative pour le XXIème siècle?

Jean-Philippe Peemans

Prof. émérite Institut d'Etudes du
Développement
Louvain-la-Neuve
Belgique

Communication pour les groupes 2
et/ou 8

**Rencontre Réseau Defensa
Humanidad et Forum Mondial des
Alternatives**

**Ministère du Pouvoir Populaire pour
la Culture**

Caracas, 13-19 Octobre 2008

I. La place de la paysannerie au cœur de la théorisation et de la stratégie dominantes du développement de 1950 à aujourd'hui

La vision de la paysannerie dans la modernisation : les années fondatrices , 1950-1980

Un survol rapide de la pensée dominante sur le développement depuis les années 1950 montre que l'agriculture y a toujours joué un rôle central en étant associée à l'idée de sous-développement et de lutte contre la pauvreté.

L'élaboration permanente d'un consensus autour du rapport entre poids de la paysannerie, pauvreté, et sous-développement s'inscrit en fait déjà dans une longue histoire qui remonte à la fin de la seconde Guerre Mondiale. Dès cette époque l'image des pays sous-développés qui s'impose, est celle de pays pauvres, dont la pauvreté serait liée à l'état arriéré, traditionnel de leurs sociétés dominées par une agriculture de quasi-subsistance.¹

C'est à cette époque qu'émerge le paradigme théorique qui dès le départ a prétendu définir à la fois les causes du sous-développement, la nature du développement et les modalités et chemins du passage de l'un à l'autre.²

La pensée sur le développement , conçu comme un processus universel de modernisation, a été élaborée , entre 1945 et 1965, essentiellement dans les grandes universités nord-américaines .³

Ce point n'a pas une importance négligeable. C'est à cause de cette origine commune , donc l'élite universitaire du pays qui exerçait une position hégémonique et entendait clairement assurer un rôle de leadership, que cette école de pensée a eu une cohérence rare dans les sciences sociales, et une influence réelle sur un ensemble de décisions politiques.

Au coeur du paradigme de la modernisation on trouvait le modèle dualiste : la société traditionnelle est le lieu et la cause du sous-développement. Elle est identifiée au monde rural et à la masse paysanne, indifférenciée, etc. C'est là que se trouve la pauvreté de masse. Dans la modernisation, la paysannerie est simplement un objet et un instrument

¹ Peemans J.-Ph., *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Academia-Bruylant., Louvain-la-Neuve , 2002,Ch. 1 & 2

² Arce, A. , *Creating or Regulating Development: Representing Modernities through Language and Discourse*, in Arce A.and Long N. (eds) *Anthropology, Development and Modernities*, Routledge, London, 2000, p.32-51

³ Tipps D.C., *"Modernization Theory and the Comparative Study of Societies: A Critical Perspective "* in Black C.E., ed., *Comparative Modernization*, Collier, London, 1976

de la modernisation pour les élites. Il y a une sorte de lecture en terme non pas de classe , mais de rapports élites /masses, avec les élites actives comme agents de la modernisation, les masses rurales passives comme instrument . Une bonne mobilisation des ressources qu'elles représentent permettra de réaliser la modernisation, dont il est clairement affirmé que l'axe en est la croissance économique , nécessitant une hausse de l'investissement (notamment à partir du surplus agricole), une hausse des profits , un maintien des salaires au niveau de subsistance, une hausse du temps de travail pour soutenir le démarrage de l'industrialisation, bref une sorte de recette universelle pour l'émergence d'un secteur capitaliste actif.

Un rôle majeur était alors reconnu à l'Etat-Nation pour accomplir cette tâche d'une modernisation multisectorielle qui devait transformer radicalement les structures économiques, sociales, politiques, la culture et les valeurs vues comme obstacles à l'accélération du progrès et du rythme de « rattrapage du retard ». De ce point de vue, les Etats modernisateurs se sont toujours voulus , et ont toujours été encouragés à se construire comme des Etats « forts » , surtout du point de vue du contrôle et de l'incorporation des populations locales , identifiées soit au secteur « traditionnel » rural , soit , un peu plus tard, au « secteur informel urbain », les deux étant considérés comme le cœur du sous-développement .

Dès son émergence, le discours de la modernisation manifeste une violence froide et technique , à l'égard de la place et de l'avenir de la paysannerie dans le développement. C'est en fait un discours d'extinction planifiée d'une catégorie sociale, jugée inapte au progrès et vue comme frein insupportable à l'avancée d'une société vers ce dernier. Le discours de la modernisation n'est en fait qu'une version nouvelle du darwinisme social, désormais drapé dans les oripeaux du discours sur la croissance comme solution à tous les problèmes des sociétés « en retard ».

La Décennie du développement des Nations-Unies a été inspirée par cette vision. Cependant, dès la fin des années soixante de nombreux théoriciens et praticiens du développement ont signalé les résultats limités des politiques de modernisation nationale en terme de réduction de la pauvreté de masse. Dans de nombreux pays le rôle instrumental de l'agriculture par rapport à l'industrialisation avait mené à une stagnation de la production agricole.

Dans la réalité de l'époque, en effet le monde paysan ne s'est pas, loin de là, conformé aux injonctions des théories et politiques modernisatrices, formulées au Nord et appliquées au Sud avec l'aide au développement. Cependant ce ne sont pas les formes originales et spontanées de résistance de la paysannerie qui ont retenu à cette époque l'attention des théoriciens de la modernisation : par exemple en Afrique , le retrait de la production pour l'exportation face aux tentatives des Etats d'augmenter le prélèvement pour financer des projets dans le secteur moderne. Ce qui a retenu l'attention des théoriciens de la modernisation ce sont plutôt les mouvements de libération capables de mobiliser la paysannerie dans des guerres révolutionnaires. C'est l'époque de la guerre du Vietnam, de la révolution culturelle en Chine, de l'influence croissante de la révolution cubaine, de la radicalisation des luttes de libéralisation inachevée. C'est la

hantise des modèles chinois et vietnamien qui va entraîner une évolution de la théorie de la modernisation vers une version plus dure visant la mise en place d'un Etat fort pour contrecarrer les mouvements révolutionnaires et mieux assurer le contrôle social de la paysannerie.

On va avec cela avancer vers une collusion plus manifeste encore que dans la phase précédente entre production de la théorie du développement et renouvellement des doctrines stratégiques de l'impérialisme. L'école nord-américaine de la modernisation va alors évoluer vers une version plus pessimiste et plus autoritaire de la modernisation. L'axe de la réflexion est la nécessité de confronter l'apparition de « contre-« élites » qui peuvent manipuler les frustrations des masses déçues par les promesses non tenues et menées vers un radicalisme nationaliste ou révolutionnaire.

Ce qui en sort c'est la réaffirmation de la nécessité de continuer la modernisation, mais avec des « Etats forts renforcés», éventuellement le rôle des militaires, de partis uniques, renforcer le contrôle des masses avec la mise en oeuvre de la doctrine de la contre insurrection. A partir de ce moment on verra se mettre en place aux USA une politique de soutien actif à des dictatures, militaires ou non, pour contrôler les mouvements révolutionnaires à base paysanne, ou prévenir leur émergence. Cette version plus autoritaire de la modernisation recommandait aussi de mettre fin à des politiques de construction d'une industrialisation nationale, jugée inefficace, et de les reconvertir vers l'industrialisation pour l'exportation⁴.

A partir de ce moment elle va exalter, pendant un quart de siècle, jusqu'à la « crise asiatique » de 1997, les cas de la Corée du Sud et de Taiwan, comme les exemples à suivre de modernisation réussie. Ces deux pays, il faut le rappeler, étaient à l'époque des dictatures militaires particulièrement brutales, entièrement dépendantes, au point de vue militaire et économique, des USA, dont elles constituaient les avant postes surarmés en Asie. En outre, le démarrage de l'industrialisation y a été basé sur des politiques de mobilisation coercitive du surplus agricole et d'exploitation forcenées de la petite paysannerie. Pour ce faire ces pays avaient pu compter sur l'héritage colonial japonais qui y avait mis en place la première « révolution verte » combinant changement technique et encadrement brutal de la paysannerie pour prélever un surplus agricole important destiné à l'approvisionnement de la métropole.

Cette expérience a en partie inspiré le lancement des politiques de « Révolution Verte », à partir de la fin des années soixante, avec l'appui massif de la Banque mondiale, sous la présidence de R. Mac Namara. La Révolution Verte de cette époque visait une modernisation sui generis de l'agriculture basée sur une minorité de fermiers performants et sévèrement encadrés par des organismes étatiques eux-mêmes conseillés par les techniciens d'organismes multilatéraux (FAO, Banque Mondiale). Mc Namara, ancien secrétaire d'Etat US à la Défense et à ce titre principal stratège de la contre insurrection dans la guerre du Vietnam, était obsédé par le danger de mouvements paysans révolutionnaires. A partir de ce moment la Banque Mondiale a joué un rôle

⁴ Peemans J.Ph.,op.cit.,2002

central pour essayer de prévenir l'émergence de mouvements révolutionnaires paysans, à travers des stratégies dites de « réduction de la pauvreté », et prétendant lier croissance agricole et prise en compte de « besoins fondamentaux » de la paysannerie, avec le souci de rendre celle-ci apte à se transformer en petits producteurs performants pour le marché international.⁵

De nombreuses polémiques ont eu cours à l'époque autour de cette notion de besoins fondamentaux, mais dans les faits ces politiques qui se prétendaient déjà « pro-poor » n'ont guère eu le temps de montrer quelques résultats.

On peut donc dire que à cette époque les stratégies anti-paysannes ont joué un rôle central sous le couvert d'une politique plus active de modernisation agricole, et cette dernière a été une des composantes de la tentative d'élargir l'assise du capitalisme agraire dans plusieurs pays du Sud dits « sensibles » dans le vocabulaire de la stratégie impérialiste du moment.

La place de la paysannerie dans le passage de la modernisation nationale à la néo-modernisation globale : de 1980 à aujourd'hui.

Les années 1980-1990 ont connu une accélération spectaculaire des conditions de l'accumulation du capital à l'échelle globale. La concentration du pouvoir économique, l'interpénétration plus forte entre capital financier et industriel des grandes zones du Nord, la plus grande efficacité des nouveaux réseaux internationaux de pouvoir, ont contribué à consolider le fonctionnement et l'interdépendance des économies du Nord selon une logique de compétitivité entre « pôles performants ». C'est là que se trouve le cœur économique de l'évolution vers une nouvelle étape de l'impérialisme.⁶

A partir des années 1980, la doctrine de la modernisation a évolué vers une nouvelle formulation, dont on peut voir l'évolution des composantes, en interaction avec l'évolution du contexte international. Dans cette version que l'on peut qualifier de néo-modernisation, c'est manifestement le « Marché » qui a pris le pas sur l'Etat. L'« Etat fort » de la modernisation nationale cède alors le premier rôle au « Marché fort » de la néo-modernisation globale. En termes de rapports sociaux cela s'est traduit par un renforcement du rôle des élites économiques par rapport à celui des élites politiques et administratives. On peut dire que la néo-modernisation est le discours du stade global de l'impérialisme.

Les politiques d'ajustement et la réduction du rôle de « l'Etat entrepreneur » ont entraîné une diminution des soutiens divers fournis à la modernisation de l'agriculture dans les années 1970. Dans les années 1980, la persistance de la pauvreté rurale a été « expliquée » par les effets pervers de l'interventionnisme étatique, auquel les politiques d'ajustement étaient censées remédier. On n'a donc plus eu de place pour une

⁵ Peemans J.-Ph., op.cit., 2002, Ch.4

⁶ Stopford J. & Strange S., Rival States, rival Firms, Competition for World Market Shares, Cambridge University Press, 1991

« politique agricole » dans ce contexte, si ce n'est celle de la priorité à la croissance des exportations agricoles via les « acteurs du marché », sous la pression des injonctions des bailleurs de fonds dans le cadre de l'ajustement.

Cette tendance a contribué à augmenter la concurrence pour les produits de base sur les marchés internationaux et à la baisse de leurs prix. Celle-ci a été accentuée par les pratiques de dumping des pays du Nord pour soutenir l'exportation de leurs surplus agricoles vers des pays du Sud désormais enclins à s'ouvrir, ou contraints de réduire leur niveau de protection. A titre d'exemple, selon certaines évaluations, le prix réel du riz sur le marché international a baissé de 80 % entre 1975 et 2000.⁷

Les premiers succès de la « révolution verte », désormais livrée aux aléas du marché, ont donc été compromis, parce que la baisse relative des prix agricoles décourageait la continuation d'un processus de modernisation capitaliste dans le secteur, tout en y favorisant la concentration foncière au détriment des exploitations paysannes.

Dans un rapport de 2004, la Banque Mondiale, a reconnu elle-même que le monde académique et les agences d'aide au développement avaient perdu de l'intérêt pour le rôle de l'agriculture, à partir du milieu des années 1980, à cause du bas niveau des prix des principaux produits agricoles sur les marchés mondiaux. Cela ne permettait pas de justifier de nouvelles sources de financement pour l'agriculture.⁸

Cette évolution a aussi entraîné une réduction des financements pour la recherche dans le domaine des technologies agricoles adaptées aux pays tropicaux, en contraste avec les fonds alloués généreusement dans les années 1970 aux institutions de recherche agronomique regroupées sous l'ombrelle de la Banque Mondiale (CGIAR). La stagnation de l'effort d'innovation a résulté en une stagnation des rendements céréaliers depuis la fin des années 1980.

Il est résulté de cette évolution une aggravation de la pauvreté rurale. Cela a entraîné une réactivation des discours sur la priorité à donner à la lutte contre la pauvreté rurale, à partir du début des années 1990. A partir de ce moment, les problèmes de la place de l'agriculture paysanne dans le développement sont complètement oblitérés par l'accent mis sur la « pauvreté rurale » qui devient l'approche favorite du discours dominant sur le développement.

Les « femmes rurales pauvres » ont été propulsées à l'avant-scène du « poverty business » considérées comme des cibles prioritaires pour les programmes d'appui à l'émergence de « micro-entreprises » soutenues par le « micro-crédit ». Ces programmes, promus et appuyés désormais massivement par la Banque Mondiale, étaient en même temps soigneusement recadrés dans la logique de marché. Ces programmes devinrent en

⁷.Dawe D., 'The changing structure of the world rice market, 1950-2000', Food Policy, 27, 4, 2002, p.:355-370.

⁸ World Bank, Directions in Development: Agriculture and Poverty Reduction. Agriculture and Rural Development Department. Washington, September 2004

fait surtout une « nouvelle frontière » pour une multitude d'ONG nationales et internationales à condition de se conformer strictement aux nouveaux langages codés de la rhétorique du marché. Dans celles-ci les mots « participation » et « empowerment » occupèrent désormais une place de choix, mais à condition d'être entendus comme apprentissage et appropriation des règles du marché par les « pauvres » pour pouvoir ainsi se libérer de la pauvreté.⁹

Le discours sur la lutte contre la pauvreté, supposé être désormais l'équivalent d'une rhétorique pro-paysanne, devint indissociable de la promotion du local comme terreau du micro-projet participatif, de la micro-entreprise, du micro-crédit, et autres micro-réalisations, espoirs d'un enracinement local d'un futur « micro-capitalisme aux pieds nus »¹⁰

A partir de ce moment on a franchi une nouvelle étape décisive dans le consensus autour de la néo-modernisation. Développement humain et expansion du marché pouvaient se soutenir l'un l'autre, et l'on pouvait reconnaître à nouveau un certain rôle à l'Etat, à condition qu'il inscrive son action dans cette logique. A la fin des années 1990, on s'est ainsi acheminé vers les PSRP (Programmes Stratégiques de réduction de la Pauvreté), supposés mettre en oeuvre un nouveau « partenariat » entre bailleurs de fonds et Etats concernés, orienté prioritairement vers les besoins des catégories les « plus pauvres ». Après de nombreuses hésitations, un accord put être trouvé entre bailleurs de fonds pour accorder aux « pays les plus pauvres » des remises de dette bilatérales ou multilatérales, afin de leur permettre de dégager certains moyens pour les nouveaux programmes¹¹.

Il y eut une grande luxuriance de rhétorique autour de cet évènement inaugurant en fait une nouvelle phase ambitieuse d'ajustement aux exigences du « marché global avec réduction de la pauvreté locale ». Dans la réalité, les nouvelles conditionnalités attachées au nouveau programme en faisaient une version encore plus contraignante que les premiers programmes d'ajustement, puisque désormais le nombre d'objectifs à respecter était beaucoup plus large.¹²

La gestion de la pauvreté globale de masse, résultat des phases antérieures de l'impérialisme, est donc désormais une composante axiale des discours et stratégies de la néo-modernisation. Ce qui ne change pas le fait que celle-ci reste bien le discours du stade global de l'impérialisme.

⁹ Cooke B., & Kothari U. (eds), *The Tyranny of Participation*, Zed Books, London, 2001.

¹⁰ Cornwall A. & Brock K., *What do Buzzwords do for Development Policy? A critical look at 'participation', 'empowerment' and 'poverty reduction'* *Third World Quarterly*, Vol. 26, No. 7, 2005, pp 1043 – 1060.

¹¹ Craig D. & Porter D., *'Poverty Reduction Strategy Papers: a new convergence'*, *World Development*, 31(1), 2003, pp 53 – 69

¹² Stewart F. & Wang M., *Do PRSPs Empower Poor Countries and Disempower the World Bank, Or Is It the Other Way Round?* QEH Working Paper No 108, Oxford University Press, Oxford, 2003.

L'émergence d'un nouvel intérêt pour la place de l'agriculture dans la néo-modernisation capitaliste et la lutte contre la pauvreté au début des années 2000

Dans le sillage des discours sur les OMD , et de la place de la « lutte contre la pauvreté » occupée dans ceux-ci , une partie du discours néo-modernisateur sur les rapports entre agriculture et développement a montré depuis le début des années 2000 un intérêt nouveau pour une réévaluation du rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté de masse.

Un premier type d'argument avancé par ce courant est le rôle que les nouvelles connaissances en matière de génétique pourrait faire envisager pour l'agriculture , à travers des possibilités de hausse spectaculaire de la productivité , en particulier dans les pays en développement. Cela devrait bénéficier notamment aux agriculteurs pauvres et devenir ainsi un levier important dans la lutte contre la pauvreté en région rurale.¹³

Alors que depuis les années 1960, les recherches agro-biologiques concentraient leurs efforts sur les céréales de base (blé, maïs et riz) des progrès importants ont en effet été réalisés récemment dans le domaine des cultures dites « orphelines » , comme le sorgho, le mil, le manioc , qui n'avaient guère reçus de priorité et qui concernent l'alimentation de centaines de millions de ménages ruraux pauvres .¹⁴

Selon d'autres auteurs , le renouvellement de l'intérêt pour l'agriculture vient notamment de l'expansion des grandes chaînes commerciales de l'agro-alimentaire dans la plupart des pays du Sud , et leur demande de produits agricoles locaux correspondant à des critères stricts d'hygiène et de qualité. Cette évolution entraîne un potentiel important de diversification de la production agricole , notamment vers des produits frais à prix relatifs élevés.¹⁵

Selon cette approche , dans les pays où persisteront des petites unités de production paysanne , à cause de la pression démographique et l'insécurité du droit foncier (sic), la diversification de la production alimentaire vers des produits à prix relatifs élevés, permettra aux petites unités de production de s'insérer dans la chaîne de la valeur ajoutée contrôlée en aval par les super-marchés. Cela renforcerait , selon cette approche , la nécessité d'accorder la priorité à la diversification de l'agriculture vers des produits

¹³ Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), *State of Food and Agriculture, 2003/4: Agricultural Biotechnology: Meeting the Needs of the Poor?* Rome, 2004

¹⁴ Naylor R., Walter, Falcon W.P., et al., "Biotechnology in the Developing World: A Case for Increased Investment in Orphan Crops," *Food Policy*, 2004, Vol. 29, p. 15-44.

¹⁵ Reardon, T., Timmer C.P., Barrett C.B., and Berdegue J.A. , "The Rise of Supermarkets in Africa, Asia, and Latin America." *American Journal of Agricultural Economics*, 2003, Vol. 85, No. 5, pp. 1140-46.

portés par la diversification de la consommation urbaine, et dont les prix résisteront mieux à la concurrence internationale. ¹⁶

Dans ce contexte, le courant néo-modernisateur dominant pense que les pays du Sud n'ont pas intérêt à protéger leur marché intérieur en ce qui concerne les produits de base, et que il n'y a pas d'avenir pour les petits producteurs dans ce secteur. L'économie urbaine tournée vers l'exportation doit être compétitive, et les produits alimentaires de base, importés à bas prix, peuvent le plus souvent mieux assurer le maintien d'un niveau de salaire favorable à l'industrie exportatrice. Les partisans d'une attention plus grande pour le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté ne s'écartent donc pas de l'orthodoxie néo-libérale. Ils refusent toute politique interventionniste en matière de prix pour les produits alimentaires de base, même quand on peut invoquer la nécessité de protéger les pauvres ou de stabiliser l'économie. Cette approche affirme clairement que les stratégies de développement agricole doivent s'inscrire dans la bonne gouvernance économique qui conditionne la croissance économique moderne (sic) : une politique macro-économique correcte et une politique commerciale ouverte. ¹⁷

L'intérêt nouveau manifesté après 2000 par un courant non négligeable d'économistes néo-libéraux pour les rapports entre agriculture, réduction de la pauvreté et développement, a été relayé par diverses publications de la Banque Mondiale, ce qui a abouti à la publication, en 2008, du Rapport sur le développement dans le monde (RDM), consacré aux relations entre agriculture et développement. Le dernier RDM consacré au thème agriculture et développement datait de 1982.

Le RDM 2008 approche, dans une perspective étonnamment optimiste les nouvelles opportunités qui s'offrent, selon lui, pour relancer des politiques actives en faveur de l'agriculture dans les PVD. ¹⁸

L'axe du rapport est centré sur la nécessité d'augmenter la productivité agricole, notamment dans la production alimentaire. C'est l'augmentation de la productivité agricole qui est le meilleur vecteur pour l'augmentation des revenus en régions rurales, et la continuation du mouvement de la réduction de la pauvreté qui serait déjà en cours. ¹⁹

A côté de ces thèmes économiques qui ne sont guère originaux par rapport à ce que l'on peut appeler le « new millenium discourse on agriculture », le RDM 2008 introduit des thèmes politiques, sociaux et environnementaux qui donnent à son discours une tonalité à première vue plus large en terme de développement. On y trouve affirmé l'importance du rôle de l'Etat pour mettre en œuvre une politique favorable à

¹⁶ Timmer C.P., 2002. "Agriculture and Economic Growth." In Gardner B. and Rauser G., eds., Handbook of Agricultural Economics, Vol. IIA. Amsterdam: North-Holland, 2002, p.1487-1546.

¹⁷ Dorward, A., Kydd J., Morrison J., and Urey I., "A Policy Agenda for Pro-Poor Agricultural Growth." World Development. Vol. 32, no. 1, 2004, pp. 73-89.

¹⁸ Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le Monde, L'Agriculture au service du Développement, version française, Washington, 2008, p.25-26

¹⁹ Banque Mondiale, RDM 2008, op.cit., p.4

l'agriculture et aux petits agriculteurs .L' Etat se voit même encouragé à mener des politiques de réforme agraire qui peuvent donner de nouveaux moyens de production aux petits agriculteurs ²⁰

Le RDM 2008 attache une importance toute particulière au rôle des associations de petits producteurs : « ...le « tiers secteur » —c.a.d. les communautés, les associations de producteurs et autres organisations de parties prenantes, et les organisations non gouvernementales (ONG) — peut accroître la représentation des ruraux pauvres et, ce faisant, la gouvernance.²¹

On pourrait donc croire , à première vue, que il y a un changement notable de la position de la BM concernant les rapports entre agriculture et développement, en accordant notamment un rôle nouveau à l'Etat et aux collectivités locales dans la mise en œuvre de politiques de développement correspondant aux besoins concrets et aux aspirations nationales et locales des populations .

En réalité l'attention nouvelle accordée à ces acteurs reste bien rigoureusement encadrée par les impératifs du marché global, la priorité à donner aux conditions de la compétitivité de la croissance , et à l'ouverture des espaces nationaux et locaux au commerce international. Le rôle des petites exploitations est soutenu tant que il s'inscrit dans les limites de l'efficacité définie par le marché, mais sinon elles doivent laisser la place aux grandes exploitations liées aux grandes firmes agro-alimentaires .De même le rôle des associations doit être essentiellement un rôle d'insertion compétitive dans le marché ²²

Le marché est le seul vrai cadre de référence et réformes foncières doivent être basées sur le marché et être un instrument favorisant l'augmentation de la productivité et la compétitivité des producteurs ²³

Il en est de même en ce qui concerne le « rôle nouveau » attribué à l'Etat dans le RDM 2008. En fait l'Etat doit surtout consolider le marché là ou celui-ci ne peut accomplir les fonctions qui vont assurer le développement . En fait l'Etat doit surtout continuer à libéraliser l'agriculture et à l'ouvrir au commerce international ²⁴

Il n'est surtout pas question de renouer avec des politiques de subvention y compris pour remédier à l'accroissement des disparités de revenus entre régions rurales et urbaines , et il y a une réaffirmation très nette de l'opposition à toute limitation des importations alimentaires.²⁵

²⁰ Ibidem ,p.9

²¹ Ibidem,p.15

²² Ibidem,p.16

²³ Ibidem, p.9

²⁴ Ibidem,p.11

²⁵ Ibidem,p.18

Les prises de position sur la « crise des prix agricoles » de 2007-2008

La « crise alimentaire » de 2007-2008 s'est traduite notamment dans une hausse spectaculaire des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux.

Le rapport OECD –FAO Agricultural Outlook 2008-2017, publié en mai 2008, offre une synthèse de tous les arguments avancés pour expliquer la hausse des prix agricoles en 2007-2008. Il met en évidence le contraste entre la hausse des prix agricoles depuis 2005, et leur baisse spectaculaire depuis 1980. La hausse récente ne permet évidemment pas de rattraper, en terme nominal, la baisse enregistrée depuis 1980. Les prix nominaux des céréales ont baissé en moyenne de plus de 70 % entre 1980 et 2000, et le mouvement haussier enregistré depuis 2005 corrige à peine cette évolution.²⁶

Le rapport OCDE-FAO affirme sans surprise que le niveau de prix de la prochaine décennie sera plus élevé que celui de la précédente, et surtout les prix seront plus volatiles, à cause de l'impact des changements climatiques et de l'utilisation des matières premières comme instruments de spéculation financière.²⁷

Mais la tendance fondamentale à l'accroissement de la productivité agricole se maintiendra et permettra à l'offre de surpasser les tendances à l'augmentation de la demande mondiale. Il en résultera une reprise de la baisse en termes réels des prix agricoles, mais à un rythme plus faible que dans les décennies récentes²⁸.

Ce qui préoccupe le plus l'Outlook 2008-2017 est en fait l'impact du relèvement des prix des produits alimentaires sur les catégories les plus pauvres, particulièrement en milieu urbain dans les pays à bas revenus, importateurs nets de produits alimentaires. Le rapport prédit un accroissement de la « faim dans le monde », dans la décennie 2008-2017. La solution préconisée est une augmentation massive de l'aide humanitaire pour aider les « plus pauvres » à supporter la hausse des prix. Il est intéressant de voir combien le rapport insiste sur le fait que l'aide humanitaire ne doit pas perturber le fonctionnement du marché, et que les Etats ne doivent prendre aucune mesure visant à protéger l'espace national par des restrictions d'ordre commercial ou fiscal; ces mesures ne pourraient qu'être contre productives du point des conditions de la croissance agricole en pénalisant les producteurs nationaux ou étrangers.²⁹

L'Outlook 2008 affirme clairement qu'il ne prévoit pas de changement dans les politiques agricoles et commerciales à l'échéance de 2017. Ses seules recommandations concernent l'importance des efforts nationaux pour augmenter la production agricole et surtout la productivité. Le rapport demande que l'on attache une importance

²⁶ OECD-FAO Agricultural Outlook 2008-20017, May 2008,p.31-33

²⁷ Ibidem, p.37-38

²⁸ Ibidem, p. 45-48

²⁹ Ibidem,p.29

particulière au rôle que les OGM peuvent jouer pour assurer la croissance de la production alimentaire , particulièrement dans les pays pauvres.³⁰

L'Outlook OCDE-FAO ne permet certainement pas d'avancer vers une analyse structurelle des causes de la crise. Son approche est inscrite dans un schéma très classique de déterminants de la croissance du secteur agricole , en insistant comme toujours sur le rôle de l'investissement et de la recherche pour faire croître la productivité.

Les déclarations d'intention émises lors du Sommet de Rome sur la crise alimentaire, début juin 2008, traduisent à la fois les contradictions entre groupes d'intérêts liés aux diverses composantes du complexe agro-industriel mondial et la permanence d'une rhétorique masquant les réalités en cours. Les seuls points d'accord ont concerné la nécessité d'éviter toute mesure de subsidiation et de protection des agricultures nationales, de relancer les négociations sur une plus grande libéralisation des échanges agricoles, et de donner une nouvelle attention aux problèmes de l'augmentation de la production . Cette dernière reste bien encadrée dans les seuls paramètres du modèle productiviste. ³¹

On ne voit donc apparaître aucune coalition d'acteurs souhaitant , à l'échelle internationale , prendre les mesures réglementaires qui s'imposent pour mettre fin à la spéculation , et surtout pour imposer des normes de politiques agricoles autres que celles mises en place pour conforter les acteurs du complexe agro-industriel global. Bien au contraire , la seule crainte exprimée par eux est que la situation engendre une reprise en main des marchés par les Etats et le retour vers une politique de « souveraineté alimentaire » plus ou moins forte. Il est réaffirmé, en dépit de l'évidence des réalités, que la seule voie possible est de poursuivre la libéralisation des marchés à l'échelle mondiale.

En fait, la crise des « food prices » de 2007-2008 n'est qu'un symptôme supplémentaire de l'approfondissement de la crise agraire structurelle , endogène à la logique même du complexe agro-industriel dans le capitalisme global, et surtout de la composante agricole qui en dépend . Le seul élément nouveau est inscrit dans la logique d'accumulation qui est au coeur du système : dorénavant sur les marchés globalisés , les produits alimentaires sont susceptibles de se substituer à grand échelle aux autres produits qui sont normalement les outils préférés de spéculation des grands acteurs financiers .

Au cours du premier semestre 2008, des grands fonds spéculatifs ont décidé d'investir plusieurs milliards de dollars dans les infrastructures de stockage de produits agricoles de base afin de pouvoir bénéficier pleinement des fluctuations des prix à la hausse. Certains groupes ont même décidé d'investir directement dans l'achat de terre et la

³⁰ Ibidem,p.30

³¹ Déclaration de la conférence de haut niveau sur la Sécurité alimentaire mondiale:les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome, 5 juin 2008

production agricole ou l'élevage, en annonçant clairement que leur seule motivation était les promesses de rentabilité élevée du secteur à moyen terme.³²

Ces milliards à caractère spéculatif, mais visant dorénavant le contrôle direct de la chaîne agro-alimentaire, comme instrument de spéculation, risquent de représenter une partie très importante des 15 à 30 milliards de dollars d'investissement annuel évoqués au sommet de Rome pour faire face aux besoins d'augmentation de la production agricole dans le monde.³³

A ce stade-ci, on doit bien constater que les choix politiques effectués ou annoncés au cours de la conjoncture de crise 2007-2008 s'inscrivent dans la continuité d'un ensemble de choix politiques qui ont été faits à différents moments de l'histoire récente et qui ont imposé d'abord un modèle unique de modernisation agricole dans les espaces nationaux au cours des années 1960-1970, puis ont imposé l'ouverture de ces derniers aux normes des acteurs globaux de la néo-modernisation des années 1980-1990.

II. La contribution possible d'un « modèle paysan de développement » à la recherche d'une stratégie de « développement populaire durable »

La nécessité de libérer la paysannerie et les stratégies de développement populaire des apories de la modernisation

L'élimination programmée de la petite paysannerie, sous le couvert de politiques de modernisation destinées à réduire la pauvreté rurale, se traduit depuis un demi-siècle dans les faits par une paupérisation massive de la petite paysannerie. Ce qui ouvre chaque fois la voie à une nouvelle stratégie de « lutte contre la pauvreté ». Modernisation agricole, élimination de la petite paysannerie, et lutte contre la pauvreté sont donc, aujourd'hui comme hier, des dimensions coextensives des stratégies des acteurs dominants de l'accumulation du capital à l'échelle nationale et globale.

A chaque nouvelle crise, le discours modernisateur répond par une proposition impérieuse d'avancée supplémentaire dans la logique du modèle qui s'avère un désastre

³² A titre d'exemple l'Ospiraie Special Opportunity Fund a décidé en 2008 d'investir plus de 2 milliards de dollars dans l'achat élévateurs à grains, de centres de distribution d'engrais, de barges et de céréaliers. Un autre fond, le Black Rock Agriculture Fund investit 450 millions de dollars dans la production d'engrais et de biocarburants. Calyx Agro, une division de Louis Dreyfus Commodities, a acheté des dizaines de milliers d'hectares de terres cultivables au Brésil pour la production de biocarburants. Cfr. D.B. Henriques, Boom in food prices raises appeal of farmland as an investment, NYIT, June 5, 2008

³³ Oxfam International, The Time is Now: how world leaders should respond to the food price crisis, Oxfam Briefing Note, June 3, 2008

en terme social et environnemental. Cette obstination ne peut s'expliquer que par le fait que le modèle imposé n'a pas d'autre légitimation que de consolider l'emprise des acteurs de l'accumulation globalisée sur le système agricole mondial.

Depuis un demi-siècle la lecture du développement proposée par la modernisation, présente toujours à chaque génération, la pauvreté comme un "manque", une carence, qui peut se mesurer de manière monétaire. Le résultat de ce discours est de définir, seulement en termes de "pauvreté", les couches populaires, paysannerie et petits producteurs urbains, ceux que certains, inspirés notamment par les analyses de l'historien F.Braudel, appellent : " les acteurs du bas ".³⁴

A travers cette déconstruction des "acteurs du bas" en terme de pauvreté définie par le revenu monétaire, le discours modernisateur réussit une opération de dépossession de l'identité de la plus grande partie de la population, surtout paysanne. L'approche en termes de "pauvreté" déqualifie les initiatives populaires, et évidemment les initiatives paysannes, dans la mesure où elles échappent à la mesure qui permettrait d'évaluer leurs performances dans les termes fixés par le discours modernisateur. Définis comme pauvres, les "acteurs du bas" ne peuvent avoir d'autre projet que de sortir de la pauvreté, dans les termes définis par les "experts" qui ont décrété les critères permettant d'évaluer leur "infra-existence". Le seul projet dans lequel ils peuvent s'inscrire est celui qui leur permettra peu à peu d'avoir des activités qui participeront à la comptabilité de la croissance.

Malgré leur prétention à l'originalité, les discours sur la pauvreté des années 1990 et 2000 sont la continuation de cette approche récurrente. Plus que jamais les "pauvres" sont vus comme devant être libérés de leur "culture de dépendance" (sic) notamment à l'égard de l'Etat, et à travers la promotion d' "une nouvelle mentalité économique", être transformés en entrepreneurs et en consommateurs qui doivent être rendus capables de payer les coûts de ce qui leur permettra d'améliorer leur niveau de vie.³⁵

Par sa nature même la modernisation définit le développement comme un chemin universel, univoque, qui ne tolère que les différences qui peuvent renforcer son emprise globale sur la route du progrès. Il y a une continuité et une redondance certaine entre les catégories de primitifs, peuplades traditionnelles, indigènes de l'époque coloniale, les catégories de paysans arriérés, marginaux du secteur informel de l'époque de la modernisation nationale, et les catégories de victimes humanitaires ou femmes rurales pauvres de l'époque de la néo-modernisation.

Mais l'histoire longue de la modernisation met en évidence qu'elle est à la fois l'histoire d'une idéologie et l'histoire d'un processus de changement, les deux renvoyant aux acteurs dominants qui à la fois la mettent en oeuvre par leurs pratiques et veulent l'imposer comme seule vision possible de l'histoire. En tant qu'histoire de processus de

³⁴ Verschaeve, F.X, *Libres leçons de Braudel*, Syros, Paris, 1994; Braudel F., *La dynamique du capitalisme*, Arthaud, Paris, 1985

³⁵ Salmen L., *Reducing Poverty: an Institutional Perspective*, in *Poverty and Social Policy Series 23*, 1, World Bank, Washington, 1992

changement réel la modernisation est une réalité extrêmement brutale et violente qui n'a pu s'imposer qu'en détruisant les conditions de vie et de reproduction collectives que l'immense majorité des peuples du monde avaient laborieusement mis en oeuvre au cours de longs siècles d'apprentissage (*learning by doing*).

En fait la modernisation est indissociable du processus d'accumulation du capital qui, depuis cinq siècles et à partir de l'Europe, a dominé à l'échelle mondiale la logique préexistante du marché. La modernisation est une représentation à vocation consensuelle d'un processus de changement économique et social intrinsèquement violent par sa nature même. A chaque phase de la modernisation, le discours modernisateur a comme fonction de faire le consensus d'abord entre diverses catégories d'élites, avant tout pour construire les bases de l'auto-légitimation de l'action destructrice: il n'y a pas d'autres voies possibles, et tout le monde bénéficiera à terme des initiatives, même les plus traumatisantes des pionniers de la modernisation.

La modernisation est donc d'une certaine manière une fiction, une lecture en trompe-l'œil des réalités économiques et sociales. Cette fiction ne peut se déployer qu'en reposant sur une autre fiction: ceux qui maintiennent dans les faits une certaine autonomie par rapport au projet en marche ne peuvent être vus que comme en manque, en retard, en état de carence, et il faut les aider à monter à bord du train en marche.

D'ou la négation nécessaire de ces « autres » en terme d'acteurs collectifs: il ne peut s'agir que de « masses pauvres et arriérées ». En ce sens la sortie individuelle de la pauvreté, par un effort méritoire pour s'intégrer au progrès, a toujours joué un rôle central dans les discours sur la pauvreté: que ce soit dans le cas des « Lois sur les Pauvres » dans l'Angleterre du XIX^{ème} siècle, ou dans le cas de la stimulation des « capacités pour l'employabilité et le micro-entrepreneuriat » à la fin du XX^{ème}.

Comme il s'agit d'une fiction, cette négation est presque toujours en porte à faux par rapport à la réalité historique, qui au Nord comme au Sud, fourmille depuis des générations d'acteurs populaires collectifs, plus ou moins informels, plus ou moins organisés, plus ou moins libres ou capturés selon les époques, mais le plus souvent « résistants » à la logique dominante selon des modalités très diverses. Loin d'être en attente de modernisation, ils ont surtout vécu l'envers de la modernité en marche, tout en étant souvent les soutiers: depuis l'esclavage moderne des Antilles du XVII^{ème} siècle jusqu'aux travailleurs « mingong » de la Chine du XXI^{ème} siècle.

Mais peu importe: le discours de la logique dominante ne vise pas une représentation compréhensive de la réalité: il vise la réalisation d'un consensus autour d'une image instrumentalisable de la réalité. Et dans cette approche les populations ont comme rôle celui d'être des « objets » des politiques de modernisation, consentants ou non. L'évolution récente des concepts de participation, « *empowerment* », société civile, fonctionnalisés par rapport aux exigences de l'accumulation globalisée illustre assez clairement cette réalité toujours renouvelée selon le contexte historique. En parlant des

OMD et PSRP, certains auteurs n'hésitent pas à parler de « *surrogate political participation* ». ³⁶

Le langage sur la participation, la gouvernance locale, etc. se déploie alors que les assauts violents contre le monde paysan se multiplient de toute part à l'initiative de diverses catégories d'acteurs globaux : expulsion violente de dizaines de milliers de paysans en Amérique latine et en Afrique pour s'approprier des terres qui serviront à élargir les espaces de production des bio-carburants, expropriation de centaines de milliers de petits paysans endettés par les usuriers et les banques en Asie du Sud, appropriation sans recours des terres villageoises pour la promotion immobilière ou les projets agro-industriels en Chine et en Asie du Sud-Est, etc.

L'histoire du développement, ancien et récent, montre que lorsque la résistance s'affirme face au projet dominant, et qu'elle est le fait d'acteurs collectivement organisés, ceux qui auparavant auraient été lus en termes de « pauvres » peuvent rapidement être requalifiés en « ennemis du progrès ». ³⁷

Le discours dominant se transforme alors d'un langage de promesses d'inclusion en un langage de répression. L'indigène, le paysan arriéré, le pauvre devient alors l'insoumis, l'insurgé, le révolutionnaire, l'ennemi de la liberté, le terroriste.

Les discours sur les OMD n'ont pas échappé à cette fatalité. A peine apparus ils ont été déjà dépassés par le nouveau contexte post 9/11/01, qui a remis à jour et amplifié le discours sécuritaire de la fin des années 1960. Selon l'ancien Secrétaire Général de l'ONU «... si l'on ne peut pas dire que la pauvreté ... est la cause des guerres civiles, du terrorisme et de la criminalité organisée, on peut par contre affirmer qu'elle augmente considérablement le risque d'instabilité et de violence ». ³⁸

Le pauvre, rural et urbain, est redevenu un danger potentiel, et dans le langage des nouvelles interventions militaires on retrouve tout le vocabulaire de la contre-insurrection des années 1970: « pacifier en éliminant les ennemis de la démocratie, gagner les coeurs et les esprits des populations locales par la reconstruction et le développement ». ³⁹

Même si la question de la « lutte armée » ne semble plus à l'ordre du jour dans la réflexion anti-impérialiste d'aujourd'hui, il est certain que l'approfondissement de stratégies de développement populaire et paysanne dans de nombreux territoires locaux, à travers le monde, débouchera inévitablement sur des affrontements toujours plus violents avec les structures de pouvoir dominées par les différentes coalitions d'acteurs globaux. Les luttes armées pour la conquête de l'Etat moderne du XXème siècle ne

³⁶ Craig D. & Porter D., *Development Beyond Neoliberalism ? Governance, Poverty Reduction and Political Economy*, Routledge, London, 2006

³⁷ Gill S. *Power and Resistance in the New World Order*, Palgrave, Basingstoke, 2002

³⁸ ONU, *Rapport du Secrétaire Général*, New York, 2005

³⁹ cfr. Les déclarations du Général américain McNeill, nouveau commandant en chef de l'ISAF en Afghanistan: "...His primary mission will be to facilitate the reconstruction of Afghanistan, so that the "Afghan people might enjoy self-determination, education, health, and the peaceful realization of their hopes and dreams,..", in *New York Times*, 5 février 2007.

doivent pas être confondues avec les luttes armées de résistance populaire locale qui se multiplieront certainement au XXI^{ème}. La question de la lutte armée et de la coordination des luttes populaires anti-impérialistes reste donc plus que jamais à l'ordre du jour au début du XXI^{ème} siècle.

Le langage dominant du développement a eu beau multiplier les oxymorons les plus divers dans les années récentes, il ne peut pas masquer plus qu'avant, le caractère extrêmement violent et conflictuel des pratiques de modernisation qu'il cherche à justifier. Si l'on veut réfléchir sérieusement à une alternative, en terme de développement, à l'idéologie et aux pratiques des acteurs dominants du capitalisme globalisé, il est donc important de bien cibler le rôle et la nature du paradigme de la modernisation. Une stratégie de développement populaire, notamment paysan, suppose de sortir du discours de la modernisation et de remettre radicalement en cause ses fondements.

Il ne s'agit certes pas d'idéaliser un passé ou aurait existé un quelconque « âge d'or » de sociétés harmonieuses, ni de célébrer les mérites d'expériences populistes contemporaines, qui n'ont été souvent que des versions autoritaires du projet modernisateur. Mais qu'on le veuille ou non les réalités des pratiques populaires, mues par d'autres logiques de vie, sont des faits historiques et toujours actuels. C'est d'ailleurs le grand mérite des études récentes du développement d'avoir mis à jour leur existence et leur réinvention permanente. Dans le cadre d'autres rapports de forces, ces pratiques pourraient sans doute assurer une évolution vers des modes plus endogènes de reproduction et du vivre ensemble, c'est à dire d'un « autre développement ».

Un nouveau regard sur la paysannerie comme acteur du développement

Depuis les années 1980-1990, de nombreux analystes du développement rural ont redécouvert la vitalité et la créativité des sociétés paysannes, leur capacité infinie de s'adapter à toutes les contraintes environnementales et institutionnelles pour essayer de survivre, de maintenir les conditions de reproduction de l'ensemble familial et villageois, voire dans de nombreux cas d'améliorer leurs conditions de vie souvent précaires.

Progressivement on a redécouvert la rationalité de la gestion des exploitations paysannes, leur ouverture au marché, leur capacité d'innover et d'intensifier la production par des modes originaux de gestion des éco-systèmes locaux qui dans la pratique correspondent souvent mieux, selon cette conception, aux exigences de reproduction de ces derniers à long terme que les grands projets de modernisation agricole centrés sur les seuls opérateurs du "modèle fermier de modernisation".⁴⁰

⁴⁰ Heller C., Risky Science and Savoir-faire: Peasant Expertise in the French Debate over Genetically Modified Crops, in Lien M.E. and Nerlich B.(eds), The Politics of Food, Oxford: Berg, 2004, p.81-99.

Ce nouveau regard va à l'encontre de la conviction toujours dominante que seules des politiques de modernisation accélérée de l'agriculture seraient la solution à tous les problèmes du "retard" du monde rural, et que le rattrapage accéléré était la voie universelle du développement.

Depuis les années 1980 et 1990, un ensemble de recherches ont été dans le sens d'une réhabilitation des pratiques et des connaissances de l'agriculture paysanne mettant en valeur son adaptabilité aux changements comme une caractéristique de longue durée.⁴¹

Ces études ont mis en valeur que, dans la longue durée, l'adaptabilité de l'agriculture paysanne s'est manifestée à travers des stratégies privilégiant la flexibilité plus que la spécialisation. Un courant important de recherches a placé depuis les années 1980, la diversification au cœur du comportement stratégique des paysanneries.⁴²

Cette diversification n'est évidemment pas celle préconisée par le RDM 2008. Pour ce dernier diversification signifie produire plus pour s'insérer dans la chaîne de valeur ajoutée contrôlée par les multinationales agro-alimentaires ou les grandes chaînes de distribution. Diversification est donc synonyme de dépendance à l'égard des acteurs dominants de l'accumulation globalisée.

Au contraire la stratégie paysanne de diversification vise à assurer la sécurisation dans le maintien de l'autonomie. Elle est basée sur la flexibilité dans une perspective de long terme qui vise le bien être et la reproduction de la famille paysanne. La mise de l'accent sur la flexibilité signifie que l'idée paysanne du développement n'est pas centrée exclusivement sur la préservation d'un revenu minimum ou sur la recherche d'un profit maximum.⁴³

C'est une approche holistique du développement où les paysans cherchent à la fois à minimiser leurs risques et à élargir leurs occasions favorables d'activité. Au niveau économique cela entraîne une préférence pour la polyculture au lieu de la spécialisation dans une seule culture, une orientation vers une structure diversifiée du temps de travail, incluant éventuellement les migrations saisonnières; la commercialisation de cultures anciennes, la mise en œuvre d'un secteur d'activités artisanales, etc.⁴⁴

⁴¹Richards P., *Indigenous Agricultural Revolution: Ecology and Food Production in West Africa*, Hutchinson, London, 1985; Brokensha D., Warren M., & Werner O., eds., *Indigenous Knowledge Systems and Development*, University Press of America, Washington, 1980; Brookfield H. & Padoch C., "Appreciating Agrodiversity: A Look at the Dynamism and Diversity of Indigenous Farming Practices", *Environment*, 36,5, 1994, p.6-11, 37-43.

⁴² Berry S., *Rural Class Formation in West Africa*, in Bates R.H. and Lofchie W.F., eds., *Agricultural Development in Africa. Issues of Public Policy*, Praeger, New York, 1980

⁴³ Dufumier M., *Les organismes génétiquement modifiés (OGM) peuvent-ils nourrir le Tiers-Monde?* Actes du Festival International de Géographie, Saint Dié, 2004

⁴⁴ Berry S., *No condition is Permanent: the Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*, The University of Wisconsin Press, Madison, 1993

La culture paysanne inclut à la fois la résistance à la subordination et un égalitarisme relatif. Ces deux éléments sont cruciaux pour maintenir et la communauté et le système de sécurité collective qu'elle peut fournir.⁴⁵

C'est dans cette perspective que peut se comprendre la durabilité des pratiques paysannes qui concernent aussi bien les relations à la terre, la sécurité des tenures, les considérations environnementales que les relations socio-culturelles et les institutions autour desquelles la vie paysanne est bâtie. L'insertion plus forte dans le marché s'accompagne aussi d'une demande plus forte de sécurisation devant les risques nouveaux encourus. L'insertion dans le marché est encadrée dans l'invention de nouveaux réseaux de sociabilité aux dimensions multiples, combinant à la fois la solidarité, le clientélisme, la concurrence et de nouvelles formes associatives.

La conception paysanne du développement n'est donc pas rétrograde ni statique, mais elle accepte le changement pour autant qu'il soit en harmonie avec la recherche d'une amélioration du "potentiel présent et futur pour rencontrer les aspirations et les besoins humains"⁴⁶

Les savoirs paysans doivent être pris en considération dans les préoccupations du développement durable, et que l'on ne peut pas négliger les potentialités de la contribution d'une "voie paysanne de développement". La logique paysanne peut intégrer un progrès technique; mais ce progrès technique sera d'un autre type de celui qui est imposé à travers le modèle fermier de modernisation.⁴⁷

Ce nouveau type d'approche des réalités du développement rural peut avoir une grande pertinence pour les sociétés, qui au début du XXI^{ème} siècle, possèdent encore une paysannerie forte et nombreuse, constituant la grande majorité de la population.

La reconnaissance de l'originalité des stratégies de survie et d'adaptation au milieu des paysanneries entraîne également la prise en compte d'une "longue durée" qui a tissé la singularité et la résilience des liens sociaux propres aux sociétés rurales. En fait ce sont les pratiques concrètes des populations rurales qui établissent un lien entre l'héritage communautaire du passé et l'invention de nouvelles formes d'association pour faire face aux problèmes du présent. Elles définissent les contours d' "une voie paysanne de développement". Ces pratiques traduisent une capacité permanente de réinvention du lien social, quelque soient les changements et les pressions extérieures qui affectent le cadre de vie des populations.⁴⁸

⁴⁵ Anderson L.E., *The Political Ecology of the Modern Peasant, Calculation and Community*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 1994.

⁴⁶ Akpokavie C., *The Intervention of International Organizations in Food Policies in Sub-Saharan Africa: a Case Study of Ghana*, CIACO, Louvain-la-Neuve, 1996

⁴⁷ Shepherd C., *From In Vitro to In Situ: On the Precarious Extension of Agricultural Science in the Indigenous "Third World"*, *Social Studies of Science*, 2006,36,3, p.399–426.

⁴⁸ Okitundu R., *Les petites organisations communautaires comme espace de développement local Cas de la Communauté de Base au Zaïre*, CIACO, Louvain-la-Neuve, 1994, p.99

C'est le caractère multidimensionnel des pratiques paysannes qui permet de mettre en évidence le lien entre elles et ce que l'on peut appeler la production du "territoire rural". Ces pratiques concernent en effet l'ensemble d'un village et de son terroir: gestion des ressources naturelles (agriculture, élevage, pêche, forêt, pâturages), l'organisation de la production, la commercialisation, l'artisanat, l'amélioration de l'adduction d'eau et de l'habitat, l'épargne et le crédit, les services (boutiques et pharmacies villageoises, moulins à céréales, maisons de santé villageoise). Mais elles concernent aussi la production du lien social à travers une combinaison de liens d'interdépendance et de stratégies de sécurisation collective (associations, groupements, tontines, pré-coopératives, mutuelles, etc.)

Lorsqu'elles ne sont pas perturbées par des éléments extérieurs qui les déstabilisent complètement ou les paralysent, ces pratiques peuvent réellement produire un territoire intégré dans ses diverses composantes et capable de produire de la valeur d'usage à long terme, même si mesurées du point de vue de la seule valeur d'échange prise en compte par les statistiques de croissance économique, ces "performances" peuvent apparaître dérisoires. Dans les pratiques paysannes, souvent la mobilisation de l'épargne se fait à travers des modes associatifs qui combinent l'initiative économique avec la consolidation des liens sociaux. Elle matérialise souvent la réinvention de nouveaux liens de solidarité dans un contexte de grande incertitude. Ces liens de solidarité s'établissent entre partenaires qui se reconnaissent comme partenaires égaux d'une même association fondée sur des critères de confiance et de proximité (voisinage, appartenance à un même quartier, groupe ethnique ou religieux).⁴⁹

Reconnaître l'expérience, les besoins, attentes et potentialités des structures sociales anciennes et nouvelles (assemblées de village, associations de femmes, groupements de jeunes) est un facteur important pour substituer une relation quasi-contractuelle à une relation autoritaire qui a été et est à la base de toutes les stratégies de modernisation proposées ou imposées de l'extérieur. Une approche qui combine la réflexion sur le marché avec le développement durable doit nécessairement prendre en considération la contribution potentielle de la "voie paysanne de développement" à ce dernier.

La trajectoire intellectuelle de Marx pourrait être un élément d'inspiration de ce point de vue. En 1843, Marx écrit à Ruge : « ... il ne s'agit pas de tirer un trait suspensif entre le passé et l'avenir, mais d'accomplir les idées du passé. On verra enfin que l'humanité ne commence pas une nouvelle tâche, mais réalise son ancien travail en connaissance de cause ». Après avoir passé sa vie à écrire une oeuvre magistrale, dont on peut difficilement nier la vision radicalement modernisatrice, où s'étale souvent un profond mépris pour l'obscurantisme de la paysannerie, il écrit à Véra Zassoulitch en 1881. « ...la commune rurale est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais, afin qu'elle puisse fonctionner comme tel, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui

⁴⁹ Peemans J.P.H., Gouvernance locale, secteur informel et pratiques populaires de développement, in Kioni Kiabantu, ed., La république démocratique du Congo face aux défis du 21^{ème} siècle, Academia Bruylant, Louvain-la-Neuve, 1999

l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané » .⁵⁰

Prendre en compte la paysannerie comme acteur populaire polymorphe dans la recomposition des rapports campagnes-villes

Prendre en compte la paysannerie comme acteur du développement aujourd'hui suppose de prendre en considération toute une sociabilité de réseaux, plus ou moins contextualisée dans des territoires, mais qui sont bien insérés toujours d'une manière ou d'une autre dans une continuité historique et dans la continuité d'un espace de vie urbain ou rural.

Alors que dans le discours de la modernisation, il y a une dichotomie entre la ville et la campagne, entre d'une part le rural, l'ancien, le traditionnel immobile, et d'autre part l'urbain comme porteur de modernité et de changement, quand on regarde les rapports ville-campagne du point de vue de ces autres acteurs, que la modernisation ne considère pas comme tels, il y a au contraire une sorte de continuité. Il n'y a de rupture entre la ville et la campagne que dans la vision de l'acteur dominant, dans la vision modernisatrice des élites. La vision de l'espace des classes populaires, rurales et urbaines, n'a jamais correspondu à l'imaginaire de la modernisation, séparant la " campagne traditionnelle" de la "ville moderne". La globalisation fait que dorénavant cette spatialité s'est transformée et la séparation a fait place à l'interpénétration.

Les paysans-travailleurs migrants font la navette entre le site de la production rurale familiale, le secteur informel urbain/et /ou le travail dans les grandes exploitations agro-industrielles. Leur activité productrice est donc liée à des sites géographiques différents, : ils sont à la fois dans le monde urbain et rural, dans le développé et le sous-développé, et leur identité est faite d'un ensemble de références qui renvoient à ces lieux différents. ⁵¹

Depuis des générations, les mondes paysans et populaires urbains ont été reliés par des myriades de réseaux d'échange, la plupart du temps invisibles aux yeux des élites et des observateurs étrangers. Aujourd'hui ces réseaux se sont transnationalisés, et même globalisés, à travers les flux humains, économiques et monétaires, qui relient souvent des villages en apparences "reculés" à divers centres urbains nationaux et étrangers.

Pour les acteurs populaires, on a une continuité dans le vécu, et la globalisation ne change pas fondamentalement cet aspect par rapport aux phases antérieures de la modernisation. L'immigrant des campagnes, depuis des siècles, occupe la ville populaire mais reste toujours "en réseau" avec la population des campagnes. Le concept de réseau n'est donc pas seulement une réalité d'aujourd'hui, c'est aussi une réalité multiséculaire. Cependant la continuité ne doit pas être confondue avec l'homogénéité: ce n'est pas parce qu'on accepte de penser la continuité du territoire qu'il faut penser le territoire en termes de base d'une identité homogène.

⁵⁰ Marx K., Textes (1842-1847), Spartacus, 1970 ; Marx K., Oeuvres, La Pléiade, Paris, Tome II, 1968.

⁵¹ Kearney M., Reconceptualizing the Peasantry, Anthropology in Global Perspective, Westview Press, Boulder, 1996, ch.5

Les acteurs dominés, les paysans, les acteurs de l'économie populaire ont dû s'inscrire dans des espaces et des temps très hétérogènes. Qu'il s'agisse de communautés locales ou de communautés d'immigrés dans des villes étrangères ou dans les villes de l'occupant colonial, les pratiques populaires de construction et de reconstruction de mini-territoires se sont mises en oeuvre, depuis des siècles, dans des pratiques de lutte et de résistance.

On peut donc dire que les réalités des relations villes-campagnes sont beaucoup plus complexes et contradictoires que ne le laissent supposer les lectures normatives de la modernisation et de la globalisation. Cependant cette complexité nouvelle ne supprime pas le rôle du « territoire » rural comme composante de l'identité paysanne. Elle le resitue dans un contexte plus large en ce qui concerne l'activité économique et la formation du revenu, sans lui enlever une place qui, du point de vue social et culturel, reste souvent centrale. Le territoire rural des paysans-migrants reste le lieu où peuvent s'intégrer les diverses composantes du bien-être soutenues ou enrichies par les revenus de la migration. C'est à fortiori vrai pour ceux dont la vie au village reste le socle de l'activité socio-économique, et pour ceux qui jouent le rôle de « gardiens du patrimoine collectif » pour ceux qui « bougent ».

Perspectives pour une stratégie de développement rural durable appuyée sur un « modèle paysan de développement »

Lorsque l'on part de l'observation des réalités au Sud, un point central d'opposition qui apparaît entre la logique des acteurs globaux et les acteurs populaires, notamment paysans, est donc que pour les premiers le marché s'inscrit entièrement dans une logique de d'accumulation globalisée sans frontières, et d'une reproduction élargie du capital sans limite, alors que le marché des acteurs populaires s'inscrit dans une logique de reproduction simple des conditions de la vie sociale. C'est particulièrement vrai pour ce qui concerne le monde paysan.

En fait l'approche économiciste des comportements paysans, en vogue aussi bien chez la plupart des auteurs tant d'inspiration libérale que marxienne ou chayanovienne, aboutit à oblitérer complètement ce qui est le socle de la conception paysanne de la vie. Celle-ci est axée sur la sécurisation à long terme des conditions de reproduction de la famille dans le cadre d'une collectivité sécurisante. Se fixer sur le temps de travail consacré uniquement à la production agricole est donc tout à fait insuffisant pour analyser les composantes de la rationalité paysanne. Les diverses variantes du « chômage déguisé », du « travail à productivité nulle », de la « non comptabilisation du temps de travail réellement presté », qui consacrent le caractère « traditionnel », « arriéré » du monde paysan, définissent le comportement attendu de ce dernier en fonction des seules exigences du secteur « moderne », celui de l'accumulation, présenté comme seul étalon de référence. Le temps de travail considéré comme perdu ou gaspillé selon ces normes est en fait le plus souvent celui consacré à assurer la sécurisation de la vie sociale à travers les heures consacrées à produire, de diverses manières, la préservation du lien social ou la conservation du milieu naturel. La modernisation aboutit ainsi simultanément

à réduire le temps de travail nécessaire et à fragiliser les conditions de reproduction sécurisées de collectivités viables, ce qui est la base d'un développement durable.

On peut dire que une réflexion sérieuse sur ce dernier suppose une réévaluation du concept de « reproduction simple » débarrassée d'une approche linéariste de l'histoire. Il faut cependant bien s'entendre sur ce que peut signifier « reproduction simple » à l'époque actuelle. Cela ne se confond évidemment en rien avec une économie de subsistance ou avec la définition officielle de la « pauvreté à 1 ou 2 dollars par jour ». La « reproduction simple » doit être entendue en cette première décennie du XXIème siècle comme comportant l'accès à un mode de vie associant un ensemble de biens et de pratiques de vie dont les normes peuvent être de type local, régional, national ou international selon les cas, mais qui sont considérés comme importants pour assurer les conditions d'une « bonne vie » individuelle et familiale, dans le cadre d'une collectivité capable d'assurer la sécurité et l'épanouissement de ses membres, ainsi que la durabilité de son développement.

La pondération des composants de ce panier dépend évidemment des contextes locaux et évolue avec le temps. Ce qui est important à souligner c'est que l'accès à ces biens et pratiques ne dépend plus uniquement de la production agricole commercialisée des familles paysannes, et du travail y consacré. Le revenu monétaire qui permet d'y accéder est fourni par des activités et pratiques diverses y compris celles du travail salarié ou du petit commerce, exercé dans la région d'origine ou loin d'elle. On ne peut donc plus parler d'un « mode paysan de développement » comme associant simplement travail agricole et participation au « petit marché local ». Dans de nombreux pays, la majorité des familles paysannes participent au « marché global » autrement que par la production agricole. Leur fonctionnement en réseaux permet de combiner la pluri-territorialité de l'activité.

La prise en compte des analyses qui montrent l'évolution de l'identité paysanne sont importantes pour définir des politiques appropriées. On l'a vu, elles mettent en valeur la dimension désormais multiterritoriale d'une grande partie des paysanneries du Sud. Les familles paysannes ont désormais des composantes territoriales diverses dans leurs trajectoires de vie et dans leurs sources de revenus. Les paysans sont devenus très conscients des dimensions socio-économiques, institutionnelles et environnementales qui conditionnent leur sécurité à long terme dans un milieu de vie donné.

Le territoire a une signification plus large dans la recomposition de l'identité. Les collectivités rurales ont une grande partie de leurs membres qui vivent à titre temporaire ou non en milieu urbain. Dans le milieu urbain, ou la « terre » ne joue évidemment plus le rôle central, la recomposition identitaire de ces collectivités se fait souvent par une réinvention culturelle de l'ethnicité. Mais en ce qui concerne leur dimension rurale, ces mêmes collectivités, continuent à attacher une grande importance à la « terre ». Les transferts de revenus villes-campagnes ont pour but d'ailleurs le plus souvent de conserver ou améliorer le patrimoine foncier. Celui-ci fait reste souvent le socle de la « reproduction simple », signifiant par là que les familles paysannes veulent garder ce qui est la base de leur statut et de leur sécurité, tout en ne cherchant pas à se transformer.

en entreprise fermière tournée vers la spécialisation et la dépendance croissante à l'égard du « grand marché ».

Un « modèle paysan de développement » n'a donc rien à voir avec une économie de subsistance quasi –autarcique et enfermée dans les limites étroites d'un local défini par l'accès au foncier garanti par la coutume . Au contraire , ses pratiques de vie multi-territoriales permettent de le penser comme un acteur incontournable d'une articulation nouvelle des rapports production –consommation recoupant celle des rapports campagnes –villes. Cela permet de donner aussi une perspective crédible au concept de « développement durable ».

Si la gestion du territoire rural ne se limite donc plus seulement au maintien des conditions de l'accès à la terre, les associations paysannes sont dès lors très bien placées aujourd'hui pour jouer un rôle clés dans une redéfinition des rapports campagnes –villes mettant concrètement en œuvre des objectifs de développement durable , tant au niveau de la production et du commerce alimentaires, que des exigences d'une gestion raisonnable des éco-systèmes locaux.

Il est donc important de replacer les enjeux de l'agro-alimentaire et du développement rural dans une vision intégrée d'un développement territorialisé. Une re-territorialisation des politiques agricoles doit être un axe central des luttes menées par ceux qui veulent impulser un autre développement ⁵² .

Le concept de « souveraineté alimentaire » tel que défini par Via Campesina , au cours des années 1990, a été une contribution importante dans ce sens. Selon cette approche : « ... la souveraineté alimentaire est le droit de chaque nation de maintenir et d'élaborer sa propre capacité à produire ses propres aliments de base dans le respect de la diversité culturelle et productive. Nous avons le droit de produire nos propres aliments sur notre propre territoire. La souveraineté alimentaire est un préalable à la véritable sécurité alimentaire... »⁵³

Cette perspective rejoint celles qui récemment se sont efforcées de redéfinir le développement à un niveau général: « le développement est le processus de mobilisation et utilisation des ressources d'un territoire , à travers lequel la population de ce territoire définit, à travers un cadre institutionnel approprié, son rapport à la nature et son mode de vie, perfectionne son organisation sociale , améliore son bien-être et construit son identité ».⁵⁴

⁵² Henderson, E., Rebuilding local food systems from the grassroots up. The Monthly Review: An Independent Socialist Magazine 50, 1998,p. 112–24.

⁵³ Desmanais A., « Via Campesina: consolidation d'un mouvement paysan international », in Via Campesina, Via Campesina, ,, Une alternative paysanne à la mondialisation néo-libérale, CETIM, Genève , 2002, p.71-136

⁵⁴ Peemans J.Ph., Le développement des peuples face à la modernisation du monde, les théories du développement face aux histoires du développement "réel" dans la seconde moitié du XXème siècle, Population et développement n°10, Academia-Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-Neuve/Paris ,2002,p.457

Cette approche assigne clairement au développement une nature différente de celle de la croissance . La dimension territoriale y joue un rôle central. Cette approche normative permet aussi de situer les enjeux du « développement réel » en termes de rapports de force entre acteurs : l'articulation entre les composantes du développement défini ci-dessus va résulter des relations entre coalitions d'acteurs, et de l'impact de leurs actions et conflits sur les populations d'un territoire et sur ce dernier ⁵⁵.

On peut discuter du niveau du territoire , mais d'une manière générale de nombreuses expériences récentes montrent que l'impulsion d'une stratégie de développement territorial axée sur d'autres objectifs que la maximisation de la croissance , repose sur des initiatives menées avec des moyens appropriés simultanément au niveau local, national, continental et global. Il ne s'agit pas de confondre un développement territorialisé avec un localisme exacerbé ⁵⁶.

L'idée avancée ici est que la mise en oeuvre d'une stratégie sérieuse de « souveraineté alimentaire » passe par une réinvention de territoires durables et une réaffirmation d'un secteur vigoureux d'économie sociale comme composante majeure de ces derniers. Il est nécessaire de contextualiser le concept de « souveraineté alimentaire » , de le réinsérer dans une vision intégrée du développement incluant la question de nouveaux rapports campagnes-villes, de la qualité de vie (santé, éducation , sociabilité, habitat, mobilité) dans les territoires urbains, semi-urbains et ruraux. Un réseau dense d'organisations d'économie associative, coopératives et mutuelles surtout, peut permettre de consolider les initiatives associatives informelles en respectant leur esprit, la nature de leurs pratiques, en élargissant leur champ d'action et en permettant la complémentarité entre leurs diverses activités agricoles, non agricoles, les caisses d'épargne et de crédit, les mutuelles, les coopératives de producteurs et de consommateurs, etc. ⁵⁷

Un rôle majeur doit être accordé à des exploitations familiales associées en rapport avec des associations et groupes de consommateurs. On ne peut donc pas confondre au niveau de la production ce type d'exploitation familiale avec les agents du « modèle fermier de modernisation ».

L'affirmation de la souveraineté alimentaire ne peut être qu'une lutte socio-politique permanente d'acteurs collectivement organisés pour réinventer les conditions de production et de consommation dans des territoires aux dimensions visibles et avec des enjeux vécus par les acteurs concernés⁵⁸

Un secteur d'économie sociale agro-alimentaire puissant peut faire contrepoids aux acteurs dominants du secteur agro-alimentaire capitaliste globalisé. Cela suppose

⁵⁵ Norberg-Hodge, H., Merrifield, T. and Gorelick, S. , *Bringing the food economy home: local alternatives to global agribusiness*. Bloomfield, CT., Kumarian Press, 2002.

⁵⁶ Marsden, T.K., "The quest for ecological modernisation: re-spacing rural development and agri-food studies", *Sociologia Ruralis* 44,2004, 129-46.

⁵⁷ Peemans J.Ph. & Laurent P.J. *Les enjeux d'une reconnaissance de la nature des pratiques d'économie sociale en Afrique*, Institut d'Etudes du Développement, Louvain-la-Neuve, mars 1998

⁵⁸ Hadjimichalis, C. and Hudson, R. "Rethinking Local and Regional Development, Implications for Radical Political Practice in Europe", *European Urban and Regional Studies*, 14, 2007, p.99-113

cependant un changement d'attitude des Etats : d'une part la reconsidération des politiques agricoles orientées d'abord vers le soutien aux grands opérateurs du système agro-alimentaire , d'autre part la mise en place de systèmes de protection adaptés à la promotion d'une alimentation de qualité accessible aux plus larges couches de la population des territoires concernés , et basée d'abord sur la mise en oeuvre des ressources de ces territoires .⁵⁹.

De ce point de vue il est important de prendre en considération le rôle nouveau accordé aux coopératives populaires dans la politique bolivarienne de développement au Vénézuéla et dans la réforme de la politique agricole à Cuba. Au Vénézuéla la création d'un vaste réseau de petites coopératives populaires de producteurs et de consommateurs, soutenu par l'Etat, permet de créer un espace échappant au contrôle hégémonique de la filière alimentaire par les groupes de l'agro-alimentaire globalisés. A Cuba , la réforme de la politique agricole prévoit l'élargissement du rôle du secteur des petites coopératives , et permet aussi aux ministères ,aux entreprises publiques et aux établissements d'enseignement de créer leur propre base d'approvisionnement alimentaire . Ces politiques sont porteuses de la consolidation d'un secteur coopératif d'économie populaire , impulsé par une logique non capitaliste, et qui peuvent devenir la base de nouvelles relations entre campagnes et villes, avec l'appui et en collaboration étroite avec l'Etat.

Au Sud , une stratégie crédible de souveraineté alimentaire implique la mise en place de grands marchés agro-alimentaires régionaux (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Asie du Sud-Est, Amérique centrale, etc.) protégeant prioritairement les exploitations paysannes contre les importations de surplus agricoles à bas prix , et mettant en oeuvre des politiques agricoles de soutien prioritaire à une bonne articulation des marchés ruraux et urbains , entre petits producteurs et masse des consommateurs ⁶⁰ .

L'importance donnée au local-territorial n'est pas une finalité en soi. Elle renvoie au problème de la construction de nouveaux rapports de force entre les "acteurs du bas" défendant des lieux de vie , et les acteurs dominants voyant dans les ressources locales prioritairement des gisements de profit. ⁶¹

Une territorialisation permettant de donner un contenu concret à des stratégies adaptées de « souveraineté alimentaire », n'est pas synonyme d'autarcie , mais d'autonomie permettant de multiples accords de coopération entre « régions-territoires » du Nord et du Sud, et d'accords Nord-Sud d'un nouveau type. Ce sont eux qui permettront de donner une nouvelle légitimité à des institutions globales profondément restructurées

⁵⁹ Watts, D.C.H., Ilbery, B. and Maye, D:" Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision"., *Progress in Human Geography* 29, 2005, p.22-40

⁶⁰ Dufumier M., *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*, Karthala, Paris,2004, p 533-571

⁶¹ Mazoyer M. et Roudart L., *Mondialisation, crise et conditions de développement durable des agricultures paysannes*, in *Via Campesina, Une alternative paysanne à la mondialisation néo-libérale*, 2002, op.cit., p.36-37

pour assurer une réglementation , un contrôle , et un encadrement rigoureux des acteurs économiques globaux.

Après les dérives et déboires des socialismes modernisateurs du XXème siècle, on doit donc se demander si les pratiques des acteurs populaires, bien que historiquement locales, ne peuvent pas jouer un rôle important dans la reconstruction d'un « autre Etat fort » capable de porter un modèle de développement dont les critères d'inclusion ne se limitent pas à celle de l'incorporation aux exigences du « Marché global fort ». ⁶²

L'élaboration de chartes locales et régionales de "développement durable" peut être un instrument concret de mise en oeuvre des droits positifs, comme droits collectifs liés à la construction matérielle de territoires, base d' identités culturelles diverses . Dans cette optique , le développement est conçu comme une reconstruction de l'espace public et des libertés collectives , qui suppose l'incorporation d'objectifs diversifiés qui ne peuvent se résumer à une comptabilité en terme de croissance. ⁶³

On peut penser que dans une grande majorité des pays du Sud, la légitimation ou la relégitimation de l'Etat , passera par une capacité de mettre en place des institutions d'appui à des chartes locales de développement , permettant à la plus grande majorité possible d' associations populaires et de collectivités locales , rurales et urbaines, d'élargir la sphère de leurs droits économiques et sociaux, à travers la construction d'un puissant secteur économique associatif, capable de faire contrepoids au monopole du secteur privé d'accumulation.

Dans la mesure où des organisations locales pourraient matérialiser l'élaboration de projets, voire de plans de développement de territoires , cela pourrait leur permettre d'augmenter leur pouvoir de négociation, face à la vision de l'espace proposée par les acteurs dominants , dans leur offre de "gouvernance locale" satellisée par les exigences du global. La prise en considération du local doit permettre d'abord de cibler des territoires de résistance et de luttes à partir des pratiques des populations locales, et les conditions de l'élaboration de nouveaux pactes sociaux , qui peu à peu , permettraient d'élargir l'espace de la sphère du développement reterritorialisé , tel que défini ci-dessus, comme espace de résistance et de contre-pouvoir face à la sphère de l'accumulation globalisée.

⁶² Peemans J.Ph., The need for a "New Political Economy" of Global Change and Sustainable Development, Communication à " Mitigating Syndromes of Global Change", National Center of Competence in Research (North-South), NCCR-NS, Ecole Polytechnique de Lausanne, Session de Spiez, 2002

⁶³ Keating M. and Loughlin J., eds., The Political Economy of Regionalism, Frank Cass, London, 1997

